Études internationales

Churchward, L.G., *Contemporary Soviet Government* (2e éd.), American Elsevier Co., New York, 1975, 368 p.

Paul Pilisi

Volume 8, numéro 3, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700805ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700805ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1977). Compte rendu de [Churchward, L.G., *Contemporary Soviet Government* (2e éd.), American Elsevier Co., New York, 1975, 368 p.] *Études internationales*, 8(3), 519–520. <https://doi.org/10.7202/700805ar>

CHURCHWARD, L. G., *Contemporary Soviet Government* (2^e éd.), American Elsevier Co., New York, 1975, 368p.

Ce volume constitue la deuxième édition révisée d'un ouvrage publié par l'auteur en 1968 et en 1969. Dans l'introduction, l'auteur critique un certain nombre de publications, parues en Occident, relatives au système soviétique. Une grande partie de ces publications, sans référence précise d'ailleurs, représente, selon l'auteur, une contribution « trop théorique ». En d'autres termes, l'écart entre la théorie et la réalité soviétique reste à explorer. L'auteur souligne la nécessité d'abandonner, dans l'analyse du système soviétique, le point de vue libéral occidental. Ensuite, l'auteur propose de confronter la théorie et la pratique du gouvernement soviétique.

Notons d'abord que cette exigence méthodologique nous apparaît normale, car dans l'analyse des idéocraties, une telle approche s'impose de façon catégorique.

Le livre se divise en seize chapitres. Certains de ceux-ci, comme le deuxième, par exemple, n'apportent aucun élément nouveau sur les origines lointaines de la révolution russe de 1917. Ce chapitre, pour ceux qui connaissent l'histoire de la Russie contemporaine, ne constitue point une source de révélation. Il en va de même pour le troisième chapitre. Celui-ci évoque, de façon descriptive et chronologique, les révolutions de 1905 et de 1917. L. G. Churchward parle du succès de la révolution bolchévique, succès attribué à la « faiblesse » des adversaires. Les généralités bien connues comme celles-ci ne demandent pas une nouvelle confirmation.

Le quatrième chapitre mentionne la « révolution inachevée », c'est-à-dire la Révolution d'octobre 1917. À ce titre, une objection sérieuse s'impose. Tout d'abord, la révolution de 1917 a été une révolution politique et constitutionnelle. Ensuite, la deuxième révolution plus profonde, celle

de la révolution sociale, industrielle et culturelle, impliquera malgré tout la population de l'Union soviétique. Les analyses descriptives de la période postrévolutionnaire n'apportent guère de contribution originale à la connaissance de cette époque.

Cependant, le tableau détaillé de l'appartenance de l'intelligentsia soviétique de 1939 à 1959 est révélateur. Les assises sociologiques du parti touchent un problème très important de la réalité soviétique, à savoir la position quasi minoritaire des ouvriers et des paysans auprès des intellectuels, fonctionnaires et technocrates. Les références abondantes placées à la fin des chapitres témoignent d'une connaissance bibliographique considérable de l'auteur.

Les chapitres 5 et 6 analysent de façon multidimensionnelle le développement du système étatique et la théorie de l'État soviétique. Concernant ces deux chapitres, l'auteur se limite à des généralités. Hormis l'ouvrage classique de Lénine, *État et révolution*, la théorie stalinienne de l'État est bien développée, y compris la révision de cette théorie. Mais le lecteur averti déplore l'absence de réflexions sur les théories de Trotsky ou de Deutcher, et qu'on ne cite même pas ces deux noms illustres dans ce domaine.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'étude des institutions du parti et de l'État. Au sujet des élections, l'auteur souligne le « rôle de l'opinion publique » en tant que « facteur loin d'être négligeable » dans la vie politique soviétique. Cette opinion publique est exprimée à l'occasion de réunions, dans les journaux ou dans les revues satiriques comme le *Krokodil*, souligne l'auteur.

Il reste à savoir dans quelle mesure ces organes reflètent l'opinion publique au sens occidental du terme. En outre, dans quelle mesure cette opinion publique influence la politique gouvernementale ? Aucun effort comparatif n'a été fait par l'auteur pour saisir l'écart entre la réalité et la théorie.

La présentation des institutions du parti s'inscrit dans une perspective d'analyse classique sans apporter rien de nouveau aux faits connus. Par contre, l'importance du gouvernement local est présentée dans son ampleur. Le lecteur profane ou averti saisira l'importance de l'organisation rigoureuse du gouvernement local. La présentation des organigrammes est particulièrement révélatrice à cet égard. D'après le calcul de l'auteur, quelque 10% de la population totale de l'Union soviétique participe, d'une façon à une autre, au fonctionnement du gouvernement local. Cependant, il est à remarquer que les comités exécutifs disposent sans exception d'une majorité communiste. L'auteur souligne avec insistance que, tout particulièrement dans les districts ruraux, les comités du parti sont des « duplications » du gouvernement local. Il nous semble que les pages consacrées à l'analyse du gouvernement local soviétique représentent les valeurs scientifiques essentielles de ce livre.

Dans les chapitres suivants, Churchward donne un aperçu sommaire du parti communiste soviétique, de sa composition sociale, de ses relations avec l'État ainsi qu'avec des institutions et organisations de masse.

Le lecteur de cet ouvrage peut se renseigner sur l'évolution des institutions soviétiques depuis la Révolution d'octobre. Il nous semble que ce livre s'adresse en premier lieu aux étudiants et aux lecteurs profanes désireux de se renseigner sur l'évolution des institutions soviétiques et sur les problèmes reliés à celles-ci. Pour les lecteurs avertis, cet ouvrage n'apporte guère d'éléments nouveaux, et c'est d'autant plus vrai que l'auteur néglige les ouvrages fondamentaux de Brzezinski ou C. H. D'Encausse, par exemple. À l'exception de certains chapitres relatifs au gouvernement local et à la sociologie politique du parti, le livre, de par ses préoccupations générales, reste médiocre. Malgré ces déficiences, le livre de Churchward est un ouvrage que l'on peut utiliser pour un

premier cours de base sur le gouvernement soviétique.

Paul PILISI

*Département de science politique,
Université du Québec à Rimouski*

CLAUDIN, Fernando, *The Communist Movement: From Comintern to Cominform*, Monthly Review Press, New York, vol. I, 1975 ; vol. II, 1976.

Publié d'abord en espagnol en 1970, puis traduit en français par Maspéro, cet ouvrage remarquable est enfin accessible au public anglophone à un prix raisonnable grâce à *Monthly Review Press* de New York. Le premier volume a pour sous-titre *La crise de l'Internationale communiste*, alors que le second volume porte sur *Le zénith du stalinisme*.

L'exposé de Claudin dans ces deux volumes ne suit pas un ordre chronologique, mais plutôt un ordre analytique. Il décrit longuement et en détail les origines historiques de la crise du mouvement communiste mondial. La crise commence avec la création du *Komintern*, bien que ce soit la mort de Staline qui marque le début de l'éclatement des mythes et des dogmes du communisme soviétique, et met en branle le déclin historique du mouvement communiste international. Claudin traite de la dissolution du *Komintern*, qui est décrit comme étant une organisation inefficace et incapable d'entreprendre de se réformer de façon satisfaisante. La responsabilité pour les faiblesses des bases théoriques du *Komintern*, ainsi que la responsabilité pour ses faiblesses structurelles, est attribuée à Lénine et à Staline. Claudin montre que Staline a manipulé le *Komintern* pour faire avancer les intérêts de la politique étrangère soviétique. Il discute des contradictions entre les fondements théoriques du communisme et le déroulement concret de l'histoire mondiale. Les politiques du *Komintern*, y compris le Front populaire en